



Education nationale La plus grande grève depuis 2003

La grève n'est pas reconduite formellement, mais des écoles devaient rester fermées vendredi

De mémoire d'enseignant, on n'avait pas vu ça depuis 2003. Le 5 décembre, les professeurs ont largement suivi l'appel de l'intersyndicale contre la réforme des retraites. Plus de la moitié des enseignants ont fait grève dans les écoles primaire et maternelle : 51 %, selon le ministère de l'éducation nationale et 65 %, selon les organisations syndicales. A Paris, la moitié des établissements du premier degré étaient fermés.

Dans les collèges et les lycées, les estimations variaient jeudi soir entre 42 % de grévistes, selon le ministère, et 75 %, selon le SNES-FSU, syndicat majoritaire dans le second degré. « *La dernière fois que les taux ont dépassé 50 %, c'était en 2003* », concède-t-on Rue de Grenelle.

Le « service minimum d'accueil », censé être assuré par les mairies au-delà de 25 % de grévistes dans une école, est bien souvent un vœu pieux. « *De nombreux maires, de droite comme de gauche, considèrent qu'on n'a pas à casser une grève en minimisant l'inconfort qu'elle cherche à créer* », rappelle Agnès Le Brun, maire de Morlaix (Finistère) et vice-présidente de l'Association des maires de France.

Les syndicats enseignants se félicitent d'un mouvement « *très important, voire exceptionnel* » pour le SNUipp-FSU (majoritaire dans le premier degré), d'une « *mobilisation record, en forme de coup de semonce envoyé au gouvernement* », pour le SE-UNSA. Le SNES-FSU note, pour sa part, des cortèges « *très fournis, dans de nombreuses villes* ».

Ceux qui appelaient au mouve-

ment avaient toutes les chances de réussir leur pari. Le calcul des pensions de retraite prévu par la réforme Delevoye est, en effet, défavorable aux enseignants, puisqu'il intègre les primes (faibles chez les professeurs) en valorisant les revenus sur l'ensemble de la carrière. Des simulateurs circulent sur les réseaux sociaux, faisant apparaître des pertes de pension allant jusqu'à 900 euros par mois.

Certes, la communication gouvernementale a toujours martelé que les salaires des professeurs feraient l'objet d'une revalorisation et que les retraites, in fine, ne baisseraient pas. Mais la revalorisation, dont le coût est estimé à 10 milliards d'euros, a fait dire au président de la République Emmanuel Macron des mots que les enseignants ne digèrent pas : « *Je ne vais pas mettre 10 milliards demain, c'est vos impôts!* », s'est-il exclamé le 3 octobre, à Rodez. Et le même soir, il évoquait le fait de « *regarder les vacances* » des enseignants. Il n'en a pas fallu plus pour les convaincre que si la revalorisation venait, ce serait en rognant sur leurs congés.

Les lettres explicatives envoyées par le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer, qui n'a de cesse de rappeler le « *dialogue en cours* » avec les syndicats, n'y ont rien fait. A fortiori après sa formule sur RTL, le 2 décembre, lorsqu'il a affirmé que certains grévistes « *ne comprennent pas tout* ».

Mal-être

Autre sujet de mécontentement, au lycée, les enseignants doivent également organiser le nouveau bac, dont les premières épreuves, prévues en janvier, approchent à grand pas. Alors que la mise en ligne de la banque nationale de su-

jets a été repoussée d'une semaine (au 9 décembre), certains disent encore tout ignorer du déroulement de ces épreuves – et leurs élèves avec eux. Les professeurs du primaire, quant à eux, ont été bouleversés par la mort d'une directrice, Christine Renon, qui s'est suicidée dans son école de Pantin (Seine-Saint-Denis) en septembre, en laissant une lettre explicite sur sa situation de souffrance au travail.

Si la grève du 5 décembre confirme un mal-être enseignant au-delà de la question des retraites, reste à savoir comment le mouvement pourra se structurer dans la durée. Des écoles devaient de nouveau être fermées vendredi 6 décembre – dont 196 à Paris et une centaine dans l'académie de Créteil – sans que les syndicats majoritaires n'appellent formellement à la reconduction de la grève. La FSU préfère parler de « *soutien à toutes les actions locales* » de la fin de semaine. A Paris, une assemblée générale « *inter-degrés* » réunissant environ 400 enseignants a voté, jeudi soir, la reconduction de la grève pour le lendemain.

L'intersyndicale doit par ailleurs se prononcer vendredi sur un nouveau « *temps fort* » la semaine prochaine, probablement le 10 décembre. « *Les collègues ont bien compris qu'une seule journée ne suffirait pas* », promet Francette Popineau, du SNUipp. En revan-

che le SE-UNSA, membre de l'intersyndicale du 5 décembre, n'appellera pas à une nouvelle mobilisation. « *Nous devons observer les annonces des prochains jours avant d'envisager la suite* », avance Stéphane Crochet, secrétaire général de ce syndicat, qui prévient qu'« *il faut garder des forces, car le*



dossier peut encore être très long».

Le pire des scénarios

Au-delà des appels nationaux, les grévistes devront prendre le temps de mobiliser par la base. «*La seule fois où j'ai vu une grève partir en reductible, c'était en 1995 et il y avait des assemblées générales dans tous les établissements*», se souvient Philippe Vincent, du SNPDEN-UNSA, pour qui

un mouvement se structure forcément à l'intérieur des écoles, des collèges et des lycées, et non sur un «*mot d'ordre national*». Claude Lelièvre, historien de l'éducation, prédit, quant à lui, un «*double mouvement*» avec à la fois «*une grève dans la durée*» et une minorité radicale «*plutôt jeune*» qui «*bascule immédiatement dans la grève reductible*», tradition plutôt minoritaire

chez les enseignants.

Pour le gouvernement, en revanche, une structuration durable de la grève enseignante serait le pire des scénarios. Les familles, qui avaient pris leurs dispositions pour la journée du 5, auront plus de mal à s'organiser sur le temps long. ■

VIOLAINE MORIN

Quelques universités à l'arrêt

Plusieurs universités ont été fermées ou bloquées jeudi 5 décembre, à Bordeaux, Lyon, Rennes et Toulouse. Certaines devaient le rester vendredi. C'est le cas de la plupart des campus de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, dont certains sites, comme celui de Tolbiac, ont été fermés dès lundi soir, «*par mesure de précaution et de sécurité*», d'après la présidence de l'établissement, dans la crainte de blocages et d'occupation des locaux. A l'université Rennes-II, le blocage décidé par une assemblée générale étudiante pour la journée de jeudi doit se poursuivre vendredi. L'université Toulouse-II-Jean-Jaurès, dont une assemblée générale étudiante avait voté le blocage, a été fermée, et restera portes closes vendredi, de même que Lyon-II.